Délibération n°17 du Conseil municipal du 30 juin 2022 - Demande de remise gracieuse sur un trop percu de salaires au profit de

N°17

VILLE DE SEVRAN

Département de la Seine-Saint-Denis

Arrondissement du Raincy

Canton de Sevran

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL **DU JEUDI 30 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le trente juin, à dix-neuf heures et huit minutes, le Conseil Municipal de la Ville de Sevran, légalement convoqué le vingt-quatre juin, s'est réuni à la Salle des fêtes sous la présidence de Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire de

Présents

BLANCHET Stéphane MERIGUET Dominique BACH RUSSO Safia CHANTRELLE Laurent BENAMMOUR Mérlem BACON Jean-François MEKKI Chérifa

CHAUVET Claude BASTARAÚD Sébastien

DA SILVA Flodie

YILDIZ Umit **MOULINNEUF Serge BOITTE Gilles VELTHUIS Asaïs** CEPRANI Eric

CHERIGUENE Abdelouaheb PEDRAZO Jennifer (jusqu'à 23h37) WAVELET Manuel (jusqu'à 23h37)

GAUTHIER Raymond

KOLIYATE Hawa

CAMARA Mariama LOUJAHDI Brahim MOILIME Hassanata **BAILLON Jean-François**

BRAIHIM Marwa CAMARA N'Na Fanta (jusqu'à 00h05) GEFFROY Philippe (jusqu'à 00h05) HAMDAOUI Naîma (lusqu'à 00h05) CORDIN Olivier (jusqu'à 00h05)

SAKI Mireille **JOUS Sullivan**

Excusés ayant donné procuration

BERNEX Brigitte JACQUART Ludovic ARAB Dalila ROUSSEL Danièle SELEMANI Ivette PRUNIER Gérald LARDIC Stéphan RATNATHURAI Ziromi AGUIRREBENGOA Carole BOREL YERETAN Stéphanie PERRAN Dominick LIBERT Amaud **ETIENNE Walnex** PEDRAZO Jennifer **WAVELET Manuel**

donne procuration à partir de 23h37 à donne procuration à partir de 23h37 à

BACON Jean-François BLANCHET Stéphane LOUJAHDI Brahim **BAILLON Jean-François BACON Jean-François** MOULINNEUF Serge **BENAMMOUR Mériem BOITTE Gilles GEFFROY Philippe** HAMDAOUI Naima CAMARA N'Na Fanta **CORDIN Olivier GEFFROY Philippe** CHANTRELLE Laurent **GAUTHIER Raymond**

MABCHOUR Najat, GEFFROY Philippe (à 00h05), HAMDAOU! Naima (à 00h05), CAMARA N'Na Fanta (à 00h05), CORDIN Ollyler

M. Jean-François BACON est désigné secrétaire de séance

Matière:

Affaires financières

(à 00h05)

Excusés et absents

Service émetteur : Direction des affaires financières

Objet : Demande de remise gracieuse sur un trop percu de salaires au profit de

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-7 à L2121-34 relatifs au fonctionnement du conseil municipal et L 2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics

Délibération n°17 du Conseil municipal du 30 juin 2022 - Demande de remise gracieuse sur un trop perçu de salaires au profit de N

VU l'instruction du 20 décembre 2021 portant sur le recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux

CONSIDERANT la demande de remise gracieuse en date du 20 mai 2022 de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Seine-Saint-Denis de la dette due par auprès de la ville pour un trop perçu de salaires restant dû pour un montant de total de 3 213,44 € dont la demande de reversement a été effectuée en juillet 2020

à a remboursé la somme de 445,58 € à ce jour mais **CONSIDERANT** que se retrouve depuis un an dans une situation financière précaire

CONSIDERANT qu'elle ne peut régler sa dette y compris par la mise en place d'un échelonnement des paiements

CONSIDERANT que cette destre de sera pas recouvrée alors qu'elle génère des frais bancaires à l'encontre de

Après avoir entendu le rapporteur, Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte par

44 voix Unanimité

Présents ou représentés

44 voix

Exprimés

44 voix

Pour

44 voix

Contre Abstention **NPPV**

ARTICLE 1: DECIDE d'émettre un avis favorable à la remise gracieuse de la dette due par auprès de la ville pour un trop percu de salaires pour un montant de total de 3 213.44 €

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.

ARTICLE 4: La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou publication.

Ampliation en sera adressée au Comptable public

téphane BLANCHET

M. le Maire de Sevran certifie que le présent acte a été :

Reçu en Préfecture le : 0 6 JUL 2022

Affiché le : 0 8 1111 2022